

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Étranger : { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Étranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

<b>1940</b>	
24-25 avril	— Décret-loi et trois décrets relatifs à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoires occupés par l'ennemi. (Arrêté de promulgation n° 275 du 28 mai 1940) 327
2 mai	— Décret relatif aux interdictions et restrictions des rapports avec les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi. (Arrêté de promulgation n° 274 du 28 mai 1940) 332
9 mai	— Décret modifiant le décret du 13 avril 1939 sur le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 279 du 29 mai 1940) 334
12 mai	— Décret relatif au fonctionnement de la justice en Afrique occidentale française. (Arrêté de promulgation n° 280 du 29 mai 1940) 335
15 mai	— Décret appliquant aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les dispositions du décret du 27 mars 1940 relatif à la déclaration des biens et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi. (Arrêté de promulgation n° 281 du 29 mai 1940) 335
16 mai	— Décret complétant le décret du 30 avril 1940 relatif à la prohibition de sortie de certaines marchandises. (Arrêté de promulgation n° 276 du 28 mai 1940) 336

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

<b>1939</b>	
18 décembre	— Modificatif à l'arrêté n° 3368, D. N. du 3 novembre 1939 du Gouverneur général de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République au Togo sur la réquisition des aéronefs privés. 338
<b>1940</b>	
26 mai	— N° 271 — Arrêté portant ouverture d'une classe dans l'école officielle de Bassari. 338

29 mai	— N° 277 — Arrêté réglementant le fonctionnement du service de contrôle du conditionnement des produits agricoles du territoire du Togo 338
29 mai	— N° 278 — Arrêté portant modification à l'arrêté n° 480 du 11 septembre 1939 réorganisant la concession des bourses accordées aux élèves continuant leurs études hors du territoire. 339
29 mai	— N° 489 B. M. — Circulaire relative aux congés de convalescence des affectés spéciaux non fonctionnaires. 339
1 <sup>er</sup> juin	— N° 850 — Télégramme-Lettre circulaire concernant les mesures restrictives de la consommation du papier. 339
5 juin	— N° 287 — Arrêté complétant l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits. 340
Nominations, mutations, etc. . . . .	concernant le personnel. 340
Divers . . . . .	340

### PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et Communications . . . . .	342
----------------------------------	-----

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**Sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoires occupés par l'ennemi**

ARRETE N° 275 promulguant au Togo le décret-loi et les trois décrets des 24 et 25 avril 1940 relatifs à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoires occupés par l'ennemi.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 18 septembre 1939 étendant aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 portant interdiction des rapports avec l'ennemi, ensemble les décrets du 1<sup>er</sup> septembre 1939 pris pour son exécution, promulgué au Togo le 17 décembre 1939;

Vu le décret-loi et les trois décrets des 24 et 25 avril 1940 relatifs à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoires occupés par l'ennemi;

Vu la D. M. n° 831/S. en date du 8 mai 1940;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1<sup>o</sup> — le décret-loi du 24 avril 1940 relatif à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoires occupés par l'ennemi;

2<sup>o</sup> — les trois décrets du 25 avril 1940 relatifs à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoires polonais, danois et tchécoslovaque.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

*DECRET relatif à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoire occupé par l'ennemi.*

#### RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 24 avril 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939, relatif aux interdictions et restrictions des rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, autorise seulement le Gouvernement à fixer le traitement des biens appartenant à des personnes se trouvant effectivement sur des territoires occupés par l'ennemi.

Il s'ensuit que des personnes résidant normalement sur ces territoires pourraient, en se rendant en pays neutre, échapper aux mesures de séquestre et, par là même, rapatrier des avoirs qui bénéficieraient en fait à l'ennemi.

En outre, le décret prévoit uniquement les territoires effectivement occupés par l'ennemi. Les événements qui se sont produits depuis le début de la guerre, et particulièrement ces temps derniers, démontrent l'insuffisance de ces dispositions et la nécessité d'autoriser le Gouvernement à prendre toutes mesures que les circonstances imposent pour empêcher que des avoirs se trouvant en France ou dans les possessions françaises puissent en fait passer sous le contrôle allemand.

C'est à cet objet que répond le projet que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*

Paul REYNAUD.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*

Louis ROLLIN.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Albert SÉROL.

*Le ministre des finances,*

Lucien LAMOUREUX.

*Le ministre de l'intérieur,*

Henri ROY.

*Le ministre des colonies,*

Georges MANDEL.

*Le ministre du blocus,*

Georges MONNET.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre du blocus, du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre des colonies;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux interdictions et restrictions des rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif à l'application dudit décret-loi, en ce qui concerne la déclaration et la mise sous séquestre des biens appartenant à des ennemis;

Vu l'article 36 de la loi du 4 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, modifié par la loi du 8 décembre 1939;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement est autorisé, pour la durée de la guerre et en tant que de telles mesures seraient nécessaires à la poursuite des hostilités, à prescrire la déclaration et le séquestre des biens appartenant à :

a) Tous ressortissants d'un Etat occupé ou envahi par l'ennemi et se trouvant sur le territoire de cet Etat ou sur le territoire ennemi, ou ayant eu leur résidence habituelle dans un de ces territoires à l'époque, soit de l'ouverture des hostilités, soit de l'occupation ou de l'invasion dudit territoire;

b) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements déclarés ou non, qui ont été constitués conformément aux lois d'un Etat occupé ou envahi par l'ennemi, ou avaient leur siège sur le territoire de cet Etat, ou en territoire ennemi;

c) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements déclarés ou non, en quelque lieu qu'ils exercent leur activité, dépendant de quelque manière que ce soit d'une ou plusieurs personnes physiques ou morales visées sous les lettres a et b ci-dessus.

La déclaration se fera dans les conditions prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939. Toutefois, en ce qui concerne les déclarations afférentes aux dettes résultant de l'importation de marchandises originaires ou en provenance des territoires des Etats visés ci-dessus dans le territoire douanier français, les colonies ou les territoires africains sous mandat français, les déclarations seront adressées à l'office de compensation. Le montant des dettes, dès qu'il deviendra exigible, sera versé audit office qui est désigné de plein droit comme administrateur séquestre.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> pourront ne pas être appliquées aux droits et intérêts des personnes qui y sont visées lorsque :

1<sup>o</sup> — S'il s'agit de personnes physiques, elles ont quitté le territoire ennemi ou le territoire d'un Etat occupé ou envahi par l'ennemi, à la suite de cette occupation, et ont établi leur résidence en territoire français, allié ou neutre;

2° — S'il s'agit de personnes morales, leurs représentants dûment qualifiés sont établis en territoire français, allié ou neutre et ont rompu toutes relations avec les territoires ennemis et le territoire d'un Etat occupé ou envahi par l'ennemi, ou bien ont quitté ces territoires à la suite de l'occupation, et ont fondé un établissement en territoire français, allié ou neutre.

Des décrets préciseront les territoires auxquels les dispositions du présent décret sont applicables, ainsi que les modalités de leur application.

ART. 3. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant de l'autorité du ministère des colonies. Le ministre des affaires étrangères est chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour en rendre les prescriptions applicables aux pays de protectorat tunisien ou marocain, ainsi qu'aux Etats du Levant sous mandat français.

ART. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938, modifié par la loi du 8 décembre 1939.

ART. 5. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le ministre du blocus, le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 avril 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*

Paul REYNAUD.

*Le ministre des finances,  
Lucien LAMOUREUX.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Albert SÉROL.

*Le ministre de l'intérieur,  
Henri ROY.*

*Le ministre du blocus,*

Georges MONNET.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*

Louis ROLLIN.

*Le ministre des colonies,*

Georges MANDEL.

*DECRET relatif à la sauvegarde des biens appartenant  
aux personnes se trouvant en territoire polonais.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre du blocus, du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre des colonies;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939, relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, relatif à l'application dudit décret-loi en ce qui concerne la déclaration et la mise sous séquestre des biens appartenant à des ennemis;

Vu le décret-loi du 24 avril 1940, relatif à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoire occupé ou envahi par l'ennemi;

Vu l'arrêté interministériel du 12 octobre 1939, relatif au règlement des dettes commerciales résultant de l'importation des marchandises originaires ou en provenance de Pologne;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Devront être déclarés les biens, droits et intérêts appartenant à :

a) Tous ressortissants polonais se trouvant en territoire ennemi ou en territoire occupé par l'ennemi ou ayant eu leur résidence habituelle dans un de ces territoires à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1939;

b) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements déclarés ou non, qui ont été constitués conformément aux lois de l'Etat polonais ou avaient leur siège en territoire ennemi ou occupé par l'ennemi à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1939;

c) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements déclarés ou non, en quelque lieu qu'ils exercent leur activité, dépendant de quelque manière que ce soit d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales visées sous les lettres a et b ci-dessus.

La déclaration se fera dans les conditions prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 et dans un délai de trois mois, à compter de la publication du présent décret.

Ces biens, droits et intérêts pourront être mis sous séquestre conformément aux dispositions du décret précité.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ne sont pas applicables aux biens, droits et intérêts des personnes qui y sont visées lorsque :

1° — S'il s'agit de personnes physiques, elles justifient avoir quitté le territoire ennemi ou occupé par l'ennemi à la suite de cette occupation et avoir établi leur résidence en territoire français, allié ou neutre;

2° — S'il s'agit de personnes morales, leurs représentants dûment qualifiés sont établis en territoire français, allié ou neutre, et ont rompu toutes relations avec le territoire ennemi et le territoire d'un Etat occupé par l'ennemi, ou bien ont quitté ces territoires à la suite de l'occupation et ont fondé un établissement en territoire français, allié ou neutre.

Les Polonais qui établissent leur résidence en pays neutre ne pourront toutefois bénéficier des dispositions qui précèdent que si leur Gouvernement y donne son accord.

ART. 3. — La déclaration des dettes résultant de l'importation de marchandises originaires ou en provenance du territoire polonais occupé par l'ennemi dans le territoire douanier français, les colonies, les territoires africains sous mandat français, doit être effectuée auprès de l'office de compensation dans le cas où cette déclaration est obligatoire en vertu des articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus.

La déclaration devra préciser le montant de chaque dette et son échéance. Elle devra être produite dans les trois mois de la date de la publication du présent décret.

Les débiteurs sont tenus de verser le montant de ces dettes dès qu'elles deviennent exigibles à l'office de compensation désigné de plein droit comme administrateur séquestre.

ART. 4. — L'arrêté interministériel du 12 octobre 1939 relatif au règlement des dettes commerciales.

résultant de l'importation de marchandises originaires ou en provenance de Pologne est abrogé. Toutefois, les déclarations et les versements déjà faits en exécution des dispositions de cet arrêté demeurent valables.

ART. 5. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant de l'autorité du ministre des colonies. Le ministre des affaires étrangères est chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour en rendre les prescriptions applicables aux pays de protectorat tunisien ou marocain ainsi qu'aux Etats du Levant sous mandat français.

ART. 6. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le ministre du blocus, le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 avril 1940

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*

Paul REYNAUD.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Albert SÉROL.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Henri ROY.

*Le ministre des finances,*  
Lucien LAMOUREUX.

*Le ministre du blocus,*  
Georges MONNET.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*  
Louis ROLLIN.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

*DECRET relatif à la sauvegarde des biens appartenant  
aux personnes se trouvant en territoire danois.*

#### RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 25 avril 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret-loi du 24 avril 1940 a autorisé le Gouvernement à prendre toutes mesures que les circonstances imposent pour empêcher que des avoirs appartenant à des personnes physiques ou morales de la nationalité d'un Etat dont le territoire a été occupé ou envahi par l'ennemi, ne passent sous le contrôle de ce dernier, et pour assurer ainsi leur sauvegarde jusqu'à la fin des hostilités; le texte précité prévoyait donc que des décrets pourraient être pris pour préciser les territoires auxquels ces mesures seraient applicables ainsi que les modalités de leur application.

L'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation est de déter-

miner ces mesures en ce qui concerne les biens appartenant aux personnes se trouvant en territoire danois occupé par l'ennemi.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Paul REYNAUD.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Albert SÉROL.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Henri ROY.

*Le ministre des finances,*  
Lucien LAMOUREUX.

*Le ministre du blocus,*  
Georges MONNET.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*  
Louis ROLLIN.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre du blocus, du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre des colonies;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif à l'application dudit décret-loi, en ce qui concerne la déclaration et la mise sous séquestre des biens appartenant à des ennemis;

Vu le décret-loi du 24 avril 1940 relatif à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoire occupé ou envahi par l'ennemi;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Devront être déclarés les biens, droits et intérêts appartenant à :

a) Tous ressortissants danois se trouvant en territoire ennemi ou en territoire occupé par l'ennemi ou ayant eu leur résidence habituelle dans un de ces territoires à la date du 9 avril 1940;

b) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements déclarés ou non, qui ont été constitués conformément aux lois de l'Etat danois ou avaient leur siège en territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, à la date du 9 avril 1940;

c) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements déclarés ou non, en quelque lieu qu'ils exercent leur activité, dépendant de quelque manière que ce soit d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales visées sous les lettres a et b ci-dessus.

La déclaration se fera dans les conditions prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 et dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent décret.

Ces biens, droits et intérêts pourront être mis sous séquestre, conformément aux dispositions du décret précité.

ART. 2. — Les biens, droits et intérêts des associations, sociétés, agences, succursales et autres établissements visés au paragraphe c de l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, et qui ont leur siège en France ou dans un pays allié, sont exempts de l'application des dispositions dudit article, sauf avis contraire du ministre des affaires étrangères.

Il en est de même des biens des personnes physiques visées au paragraphe a qui justifieraient avoir quitté le territoire ennemi ou occupé par l'ennemi à la suite de cette occupation et avoir établi leur résidence en France ou dans un pays allié, ainsi que des biens des associations, sociétés, agences, succursales et autres établissements visés au paragraphe b de l'article 1<sup>er</sup> dont les représentants dûment qualifiés fonderaient un établissement en territoire français ou allié.

Pourront être exemptés de l'application des dispositions de l'article précité, après avis conforme du ministre des affaires étrangères, les biens, droits et intérêts :

1<sup>o</sup> — Des personnes physiques, visées à l'article 1<sup>er</sup> qui ont quitté le territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, à la suite de cette occupation, et ont établi leur résidence en territoire français, allié ou neutre ;

2<sup>o</sup> — Des personnes morales visées à l'article 1<sup>er</sup> dont les représentants dûment qualifiés sont établis en territoire français, allié ou neutre et ont rompu toutes relations avec le territoire ennemi et le territoire d'un Etat occupé par l'ennemi, ou bien ont quitté ces territoires à la suite de l'occupation, et ont fondé un établissement en territoire français, allié ou neutre.

ART. 3. — La déclaration des dettes résultant de l'importation de marchandises originaires ou en provenance du territoire danois occupé par l'ennemi dans le territoire douanier français, les colonies, les territoires africains sous mandat français, doit être effectuée auprès de l'office de compensation, dans les cas où cette déclaration est obligatoire en vertu des articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus.

La déclaration devra préciser le montant de chaque dette et son échéance. Elle devra être produite dans les trois mois de la date de publication du présent décret.

Les débiteurs sont tenus de verser le montant de ces dettes dès qu'elles deviennent exigibles à l'office de compensation, désigné de plein droit comme administrateur séquestre.

ART. 4. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant de l'autorité du ministère des colonies. Le ministre des affaires étrangères est chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour en rendre les prescriptions applicables aux pays de protectorat tunisien ou marocain, ainsi qu'aux Etats du Levant sous mandat français.

ART. 5. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le ministre du blocus, le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 avril 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Paul REYNAUD.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Albert SÉROL.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Henri ROY.

*Le ministre des finances,*  
Lucien LAMOUREUX.

*Le ministre du blocus,*  
Georges MONNET.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*  
Louis ROLLIN.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

*DECRET relatif à la sauvegarde des biens appartenant  
aux personnes se trouvant en territoire tchécoslovaque.*

#### RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 25 avril 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret-loi du 24 avril 1940 a autorisé le Gouvernement à prendre toutes mesures que les circonstances imposent pour empêcher que des avoirs appartenant à des personnes physiques ou morales de la nationalité d'un Etat dont le territoire a été occupé ou envahi par l'ennemi, ne passent sous le contrôle de ce dernier, et pour assurer ainsi leur sauvegarde jusqu'à la fin des hostilités ; le texte précité prévoyait donc que des décrets pourraient être pris pour préciser les territoires auxquels ces mesures seraient applicables, ainsi que les modalités de leur application.

L'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation est de déterminer ces mesures en ce qui concerne les biens appartenant aux personnes se trouvant en territoire tchécoslovaque occupé par l'ennemi.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Paul REYNAUD.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Henri ROY.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Albert SÉROL.

*Le ministre des finances,*  
Lucien LAMOUREUX.

*Le ministre du blocus,*  
Georges MONNET.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*  
Louis ROLLIN.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre du blocus, du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre des colonies;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif à l'application dudit décret-loi, en ce qui concerne la déclaration et la mise sous séquestre des biens appartenant à des ennemis;

Vu le décret-loi du 24 avril 1940 relatif à la sauvegarde des biens appartenant aux personnes se trouvant en territoire occupé ou envahi par l'ennemi;

Vu l'arrêté interministériel du 4 septembre 1939 relatif au règlement des dettes commerciales résultant de l'importation des marchandises originaires ou en provenance de Tchécoslovaquie;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre des biens appartenant à des ennemis, seront appliquées aux biens, droits et intérêts des ressortissants tchécoslovaques, des associations, sociétés, agences, succursales et autres établissements, déclarés ou non, qui ont leur siège en territoire tchécoslovaque occupé par l'ennemi, ou qui, en quelque lieu qu'ils se trouvent, dépendent de quelque manière que ce soit d'une ou plusieurs personnes physiques ou morales visées ci-dessus.

ART. 2. — Les biens, droits et intérêts des ressortissants tchécoslovaques établis en France, ou dans un pays allié ou neutre, pourront être exemptés de l'application des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, après consultation de la légation de Tchécoslovaquie à Paris.

ART. 3. — La déclaration des dettes résultant de l'importation de marchandises originaires ou en provenance du territoire tchécoslovaque occupé par l'ennemi dans le territoire douanier français, les colonies, les territoires africains sous mandat français, doit être effectuée auprès de l'office de compensation, dans le cas où cette déclaration est obligatoire en vertu des articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus.

La déclaration devra préciser le montant de chaque dette et son échéance. Elle devra être produite dans les trois mois de la date de publication du présent décret.

Les débiteurs sont tenus de verser le montant de ces dettes dès qu'elles deviennent exigibles à l'office de compensation, désigné de plein droit comme administrateur séquestre.

ART. 4. — L'arrêté interministériel du 4 septembre 1939 relatif au règlement des dettes commerciales résultant de l'importation de marchandises originaires ou en provenance de Tchécoslovaquie est abrogé. Toutefois, les déclarations et les versements déjà faits en exécution des dispositions de cet arrêté demeurent valables.

ART. 5. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant de l'autorité du ministère des colonies. Le ministre des affaires étrangères est chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour en rendre les prescriptions applicables aux pays de protectorat tunisien ou marocain, ainsi qu'aux Etats du Levant sous mandat français.

ART. 6. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le ministre du blocus, le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 avril 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Paul REYNAUD.

*Le ministre des finances,*  
Lucien LAMOUREUX.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Albert SÉROL.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Henri ROY.

*Le ministre du blocus,*  
Georges MONNET.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*  
Louis ROLLIN.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

**Interdictions et restrictions des rapports  
avec les personnes se trouvant  
sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi**

ARRETE No 274 promulguant au Togo le décret du 2 mai 1940 relatif aux interdictions et restrictions des rapports avec les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 18 septembre 1939 étendant aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 portant interdiction des rapports avec l'ennemi, ensemble les décrets du 1<sup>er</sup> septembre 1939 pris pour son exécution, promulgué au Togo le 17 décembre 1939;

Vu le décret du 2 mai 1940 susvisé;

Vu la D. M. no 831/S. du 8 mai 1940;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 2 mai 1940 relatif aux interdictions et restrictions des rapports avec les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mai 1940.

L. MONTAGNE.



## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 2 mai 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif à l'application du décret-loi de même date en ce qui concerne les interdictions et restrictions de rapports avec l'ennemi, prohibe, par ses articles 1<sup>er</sup> et 2, tout commerce avec les sociétés, agences, succursales et autres établissements dépendant d'une personne physique ou morale établie en pays ennemi. L'article 4 assimile à cet égard les territoires occupés par l'ennemi aux territoires ennemis.

Il suit de là que tout commerce se trouve actuellement interdit avec les agences et succursales en France de maisons danoises, polonaises et tchécoslovaques. Sous une forme aussi générale cette interdiction paraît excessive et de nature à nous causer des préjudices sérieux, notamment en matière d'assurances.

Il existe en effet en France des établissements nécessaires à la vie économique française elle-même et qui peuvent continuer à fonctionner d'une manière autonome, à condition que certaines dispositions soient prises pour sauvegarder pleinement les intérêts français en cause. Au surplus, l'article 3 précité du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 prévoit-il la faculté pour le Gouvernement de déterminer des régimes spéciaux en ce qui concerne l'application aux territoires occupés par l'ennemi du décret-loi de même date.

C'est à cette considération que répond le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,  
Paul REYNAUD.*

*Le ministre des finances,  
Lucien LAMOUREUX.*

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
Albert SÉROL.*

*Le ministre de l'intérieur,  
Henri ROY.*

*Le ministre du blocus,  
Georges MONNET.*

*Le ministre du commerce et de l'industrie,  
Louis ROLLIN.*

*Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.*

*Le ministre du travail,  
Charles POMARET.*

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre du blocus, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre des colonies et du ministre du travail;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939, relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, relatif à l'application dudit décret-loi, en ce qui concerne les interdictions et restrictions des rapports avec l'ennemi;

Vu la loi du 15 février 1917;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Ne sont pas considérés comme ennemis, aux termes du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, relatif aux interdictions et restrictions des rapports avec les ennemis, les associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements exerçant leur activité en France ou en pays allié et dépendant :

a) De ressortissants, polonais, tchécoslovaques ou danois, se trouvant en territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, ou y ayant leur résidence habituelle à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1939 en ce qui concerne les Polonais et les Tchécoslovaques, du 9 avril 1940, en ce qui concerne les Danois;

b) D'associations, sociétés ou autres établissements ayant leur siège en territoire polonais, tchécoslovaque ou danois occupé par l'ennemi, à condition que l'établissement situé en France ou en pays allié non occupé par l'ennemi soit considéré comme ne dépendant plus du siège social.

Tout rapport, direct ou indirect, avec le siège social ou avec les agences, succursales ou autres établissements dépendant dudit siège social et exerçant leur activité dans un pays autre que la France ou les pays alliés est et demeure interdit.

Les dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article ne s'appliquent pas aux sociétés d'assurance ou de réassurance inscrites sur la liste prévue à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 février 1917.

ART. 2. — Pour l'exécution du présent décret, et par application de la loi du 15 février 1917, les représentants dans les termes de ladite loi des sociétés d'assurance et de réassurance, visées à l'article 1<sup>er</sup>, doivent, dans un délai de huit jours à dater de la publication du présent décret, adresser au ministre du travail une situation sommaire des opérations de ces sociétés en France et en Algérie.

Ces sociétés ne pourront souscrire en France ou en Algérie aucun contrat d'assurance, ni traité de réassurance ou de rétrocession nouveau.

Pour les sociétés justifiant de l'existence en France ou en Algérie d'éléments d'actif suffisants, le ministre du travail fixera les conditions auxquelles sera subordonnée la possibilité de poursuivre l'exécution des affaires en cours. Toutefois et en dehors des cas de résiliation prévus par les conditions des contrats, les contrats d'assurance autres que ceux passés avec les sociétés assujetties par la législation française au dépôt de leurs réserves techniques à la caisse des dépôts et consignations, et les traités de réassurance ou de rétrocession en cours, conclus avec les sociétés visées au présent alinéa, pourront, à dater de la publication du présent décret, être résiliés par les assurés ou les sociétés réassurées, la résiliation prenant effet à la date de la demande.

Le ministre du travail pourra, après avis de la commission permanente du conseil supérieur des assurances privées, fixer la date à laquelle prendront obligatoirement fin les effets des assurances, réassurances ou rétrocession en cours à la date de publication du présent décret en ce qui concerne les sociétés qui ne seraient pas en mesure de justifier de l'exécution en France d'éléments d'actif suffisants. Mention de ces décisions sera faite au *Journal officiel* de la République française.

ART. 3. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant de l'autorité du ministère des colonies. Le ministre des affaires étrangères est chargé de prendre toutes les dispositions

nécessaires pour en rendre les prescriptions applicables aux pays de protectorat tunisien ou marocain, ainsi qu'aux Etats du Levant sous mandat français.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur, le ministre du blocus, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre des colonies et le ministre du travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Paul REYNAUD.

*Le ministre des finances,*  
Lucien LAMOUREUX.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Albert SÉROL.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Henri ROY.

*Le ministre du blocus,*  
Georges MONNET.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*  
Louis ROLLIN.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

*Le ministre du travail,*  
Charles POMARET.

#### Aéronautique civile

ARRETE N° 279 promulguant au Togo le décret du 9 mai 1940 modifiant le décret du 13 avril 1939 sur le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 13 avril 1939 adaptant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat placés sous l'autorité du ministre des colonies la loi du 25 mars 1936 sur le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile, promulgué au Togo le 25 mai 1939;

Vu le décret du 9 mai 1940 modifiant le décret du 13 avril 1939 susvisé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 9 mai 1940 modifiant le décret du 13 avril 1939 sur le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

#### RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 9 mai 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 13 avril 1939 dispose, en son article 3, que la limite d'âge de trente ans « ne sera pas opposable aux membres du personnel qui formuleront une demande d'inscription avant le 1<sup>er</sup> janvier 1940 ». Ce délai avait été fixé pour permettre aux candidats à l'inscription sur les registres spéciaux du personnel navigant de régulariser leur situation et d'obtenir, si besoin était, les brevets nécessaires à leur inscription en se présentant aux examens prévus en octobre et novembre 1939.

Du fait de la guerre, les examens prévus n'ont pas eu lieu; un certain nombre de candidats, qui auraient normalement rempli les conditions d'inscription au 1<sup>er</sup> janvier 1940, risquent d'être définitivement écartés d'une carrière à laquelle ils étaient préparés.

Il a paru nécessaire, dans ces conditions, de reporter au 1<sup>er</sup> janvier 1941 le terme fixé par le décret du 13 avril 1939, et de permettre ainsi aux intéressés de régulariser leur situation en se présentant aux examens qui seront organisés dans le courant de 1940. Tel est l'objet du décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre de l'air,*  
Laurent EYNAC.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 13 avril 1939 adaptant aux territoires placés sous l'autorité du ministre des colonies la loi du 25 mars 1936 sur le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile;

Sur le rapport du ministre de l'air et du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième alinéa de l'article 3 du décret du 13 avril 1939 est modifié ainsi qu'il suit :

« La limite d'âge de trente ans prévue ci-dessus ne sera pas opposable aux membres du personnel qui formuleront une demande d'inscription avant le 1<sup>er</sup> janvier 1941 ».

ART. 2. — Les ministres de l'air et des colonies sont chargés de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré aux *Bulletins officiels* du ministère de l'air et du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 9 mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

*Le ministre de l'air,*  
Laurent EYNAC.



**Fonctionnement de la justice en A. O. F.**

*ARRETE N° 280 promulguant au Togo le décret du 12 mai 1940 relatif au fonctionnement de la justice en Afrique occidentale française.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 22 juillet 1939 portant réorganisation de la justice française dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française, promulgué au Togo le 25 septembre 1939;

Vu le décret du 12 mai 1940 susvisé;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 mai 1940 relatif au fonctionnement de la justice en Afrique occidentale française.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

**RAPPORT**

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 12 mai 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Des décrets précédents ont eu pour objet d'améliorer en Indochine et à Madagascar, pendant la durée des hostilités, le fonctionnement du service judiciaire rendu malaisé par le rappel sous les drapeaux de nombreux magistrats.

Le Gouverneur général de l'Afrique occidentale française demande la promulgation dans cette colonie d'un texte analogue permettant de déléguer les magistrats de la cour et des tribunaux dans des fonctions du siège ou du ministère public inférieures à celles dont ils sont titulaires.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Albert SÉROL.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 8 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1858;

Vu le décret du 22 juillet 1939 portant réorganisation de la justice dans les colonies relevant du gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale et les textes qui l'ont modifié et complété;

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités, les magistrats de tous grades de la cour et des tribunaux de l'Afrique occidentale française pourront, pour les besoins du service, être délégués dans des fonctions du siège ou du ministère public inférieures à celles de l'emploi dont ils sont titulaires.

Ces délégations seront prononcées par arrêté du gouverneur général, sur la proposition du procureur général, chef du service judiciaire.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et de l'Afrique occidentale française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Albert SÉROL.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

**Biens et intérêts en pays ennemi**

*ARRETE N° 281 promulguant au Togo le décret du 15 mai 1940 appliquant aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les dispositions du décret du 27 mars 1940 relatif à la déclaration des biens et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 11 octobre 1939 déclarant applicable aux territoires sous mandat et pays de protectorat relevant du ministère des colonies le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1939 relatif à la déclaration des biens, droits et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi, suivi d'un arrêté du ministre des colonies concernant le délai dans lequel doit être faite la déclaration prévue par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1939 susvisé, promulgué au Togo le 10 novembre 1939;

Vu le décret du 15 mai 1940 susvisé;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 mai 1940 appliquant aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les dispositions du décret du 27 mars 1940 relatif à la déclaration des biens et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 15 mai 1940.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1939 relatif à la déclaration des biens, droits et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi, applicable par son texte même à l'Algérie et aux colonies françaises, a été étendu aux territoires sous mandat et aux pays de protectorat relevant du ministère des colonies par un autre décret du 11 octobre suivant.

Il convient d'étendre également aux territoires d'outre-mer dépendant du département des colonies les dispositions du décret du 27 mars 1940, qui a modifié le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1939.

Tel est l'objet du présent décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1939 relatif à la déclaration des biens et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi, et notamment l'article 22 déclarant le texte applicable à l'Algérie et aux colonies françaises;

Vu le décret du 11 octobre 1939 rendant applicable aux territoires sous mandat et aux pays de protectorat relevant du ministère des colonies le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1939, relatif à la déclaration des biens et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi;

Vu le décret du 27 mars 1940 portant modification du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1939 relatif à la déclaration des biens et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est applicable aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies le décret du 27 mars 1940 portant modification du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1939 relatif à la déclaration des biens et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 15 mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

(Voir texte du décret du 27 mars 1940 au J. O. R. F. du 18 avril 1940 — page 2819).

## Prohibition de sortie de certaines marchandises

ARRETE No 276 promulguant au Togo le décret du 16 mai 1940 complétant le décret du 30 avril 1940 relatif à la prohibition de sortie de certaines marchandises.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décret et arrêté interministériel du 12 septembre 1939 réglementant la sortie des marchandises, promulgués au Togo le 11 mars 1940;

Vu le décret du 23 décembre 1939 modifiant le décret susvisé du 12 septembre 1939, promulgué au Togo le 11 mars 1940;

Vu le décret du 30 avril 1940 relatif à la prohibition de sortie de certaines marchandises, promulgué au Togo le 22 mai 1940;

Vu le décret du 16 mai 1940 complétant le décret du 30 avril 1940 susvisé;

Vu la transmission ministérielle no 1395 du 18 mai 1940;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 16 mai 1940 complétant le décret du 30 avril 1940 relatif à la prohibition de sortie de certaines marchandises.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux de cercles et de subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 portant organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le code des douanes;

Vu les décrets des 12 septembre 1939 et 30 avril 1940;

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de l'armement, du ministre de l'agriculture, du ministre du ravitaillement, du ministre des travaux publics, du ministre du blocus, du ministre de l'intérieur, du ministre de la marine marchande, du ministre des colonies et du ministre des finances;

Le conseil des ministres entendu;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste A annexée au décret du 30 avril 1940 est complétée comme suit :

NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	NUMÉROS DU TARIF douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
011	Nitrate de potasse naturel		plement percés de trous; cornues
012	Nitrate de potasse de transformation		pour la fabrication du gaz; barreaux
014	Ammoniaque ordinaire		pleins de grilles et leurs assembla-
015	Ammoniaque commercialement pure		ges; grilles et plaques de foyer; bar-
016	Ammoniaque liquide anhydre		res droites à sections pleines; cuves
018	Chlorure double d'ammonium et de zinc		de grandes dimensions pour usages
037	Tétrachlorure de carbone		industriels; trappes de regards; pla-
062-2	Phosphore rouge		ques d'égout et objets analogues
080	Hyposulfite de soude	553 bis	d'un moulage grossier
081	Sulfure de sodium		Ouvrages en fonte moulée, non tour-
0101	Nitrate de baryum		nés ni polis : tuyaux cylindriques
0144	Chlorures et oxydes de mercure		droits pour canalisations, de moins
0163	Sodium (métal)		de 7 millimètres d'épaisseur, tuyaux
0167	Oxydes et sels de strontium non dé-		dits raccords de canalisation, tels que
	nommés		coudes, embranchements, raccords
0184	Tétrachloréthane		droits (y compris les raccords munis
0184 bis	Trichloréthylène	562 bis A	de brides brutes percées à la mèche)
0193 bis	Alcool butylique		Chaînes en fer, acier, fonte malléable,
0197	Aldéhyde formique en solution 40 %	562 bis B	fonte aciérée ou aciéreuse, à maillons
0199	Héxaméthylène tétramine et dérivés		Chaînes en fer, fonte malléable, acier,
0200	Acétone		fonte aciérée ou aciéreuse, articulées
0201 bis	Acétate de butyle	563 bis	système Galle et analogues
0253	Nitrobenzine (essence de mirbane), nitrotoluène brut, mononitronaphthaline	564	Clous à ferrer les animaux
			Clous entièrement en fer ou en acier
			etc.
		564 bis	Clous autres
0254	Dinitrobenzine, orthonitrotoluène pur	565	Pointes en fil de fer ou d'acier, fabri-
0254 bis	Dinitrotoluène, trinitrotoluène, etc.		quées à la mécanique, qu'elles soient
0255	Monochlorobenzine, dichlorobenzine, acide chlorobenzine-sulfonique		ou non étamées, cuivrées, zinguées
			ou coaltarées
0255 bis	Chlorodinitrobenzène (eutectique mélange des isomères)	566	Vis, pitons, gonds, crochets, boulons,
0310-1	Aniline et ses sels		rivets, écrous et tous articles non
0311 bis	Mono et diméthylaniline		dénommés de boulonnerie ou de vis-
0312	Mono et diéthylaniline, etc.		serie, munis ou non de pas de vis, même
533 bis	Essieux droits montés pour matériel de chemins de fer et tramways		polis, vernis ou enduits d'un apprêt
			quelconque, mais n'ayant subi
533 ter	Arbres droits pleins		aucun travail de tour ou de décol-
534	Ressorts en acier pour carrosserie, automobiles, wagons ou locomotives	566 bis	letage
			Vis, pitons, gonds, crochets, boulons,
541	Toiles métalliques en fer ou en acier		rivets, écrous et tous articles non
542	Toiles métalliques en cuivre ou en laiton		dénommés de boulonnerie ou de vis-
543	Grillages en fer ou en acier		serie, munis ou non de pas de vis, même
553	Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis : tuyaux cylindriques droits, pour canalisations, de 7 millimètres d'épaisseur et plus. Poutrelles et colonnes pleines ou creuses, non ornées; bâtis de colonnes sim-	566 ter	polis, vernis ou enduits d'un apprêt quelconque, tournés ou décol-
			letés
		583	Rondelles brisées destinées à faire
		584	ressort
			Poudres à tirer
			Dynamite

ART. 2. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'armement, le ministre de l'agriculture, le ministre du ravitaillement, le ministre des travaux publics, le ministre du blocus, le ministre de l'intérieur, le ministre de la marine marchande,

le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Paris, le 16 mai 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Paul REYNAUD.

*Le ministre du commerce et de l'industrie,*  
Louis ROLLIN.  
*Le ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

*Le ministre de l'armement,*  
Raoul DAUTRY.

*Le ministre de l'agriculture,*  
Paul THELLIER.

*Le ministre du ravitaillement,*  
Henri QUEUILLE.

*Le ministre des travaux publics,*  
A. DE MONZIE.

*Le ministre du blocus,*  
Georges MONNET.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Henri ROY.

*Le ministre de la marine marchande,*  
A. RIO.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

*Le ministre des finances,*  
Lucien LAMOUREUX.

#### AVIS AUX EXPORTATEURS

*Prohibitions de sortie (décret du 16 mai 1940)*

Mesures transitoires

Les marchandises visées par le décret du 16 mai 1940 et qui ont été expédiées directement à destination de l'étranger avant la date d'insertion de ce texte au *Journal officiel*, pourront être exportées sans autorisation d'exportation.

Il devra être justifié de la date d'expédition par la production des derniers titres de transports (lettres de voiture et autres). Ces titres ne seront admis qu'après que l'administration des douanes en aura reconnu la validité.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Aéronefs privés

*MODIFICATIF à l'arrêté n° 3368/D. N. du 3 novembre 1939 du Gouverneur général de l'A. O. F.,  
Haut-Commissaire de la République au Togo sur  
la réquisition des aéronefs privés.*

*Au lieu de :*

A l'article 2. — a) Président,  
Dans les autres centres, l'officier président de la commission locale d'évaluation instituée par l'arrêté n° 2733/D. N. du 30 août 1939.

*Lire :*

Dans les autres centres de l'A. O. F. l'officier de la commission locale d'évaluation instituée par l'arrêté n° 2733/D. N. du 30 août 1939.

A Lomé l'officier président de la commission locale instituée par l'arrêté local du Commissaire de la République, relatif à l'exercice des réquisitions dans le territoire du Togo.

Dakar, le 18 décembre 1939.

L. CAYLA.

(Voir arrêté n° 3368 D. N. du 3 novembre 1939  
susvisé au J. O. du Togo du 16 novembre 1939 —  
page 589).

## Enseignement

*ARRETE N° 271 portant ouverture d'une classe dans  
l'école officielle de Bassari.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935, fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo; ensemble tous les textes subséquents;

Vu l'arrêté du 8 mars 1940 fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du territoire pour l'année 1940;

Vu les nécessités de service;

Sur la proposition de l'inspecteur de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un cours élémentaire 1<sup>re</sup> et 2<sup>es</sup> années est ouvert dans l'école officielle de Bassari.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1940 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

## Service de contrôle du conditionnement des produits agricoles

*ARRETE N° 277 réglementant le fonctionnement du  
service de contrôle du conditionnement des produits  
agricoles du territoire du Togo.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 15 février 1938 portant organisation du contrôle du conditionnement des produits agricoles originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère des colonies, modifié par le décret du 21 juin 1938;

Vu l'arrêté n° 157 du 20 mars 1940, organisant dans le territoire du Togo le service du conditionnement des produits agricoles, modifié par l'arrêté n° 267 du 24 mai 1940;

Vu l'arrêté du 20 juin 1922 établissant une taxe au profit de la chambre de commerce du Togo sur le tonnage importé et exporté, ensemble tous les actes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits, notamment en son article 3;

Vu le règlement du 1<sup>er</sup> mai 1939 concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel des divers services du territoire;

Vu l'arrêté n° 531 du 7 octobre 1939 supprimant le service de l'agriculture et créant une inspection de l'agriculture;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'inspecteur de l'agriculture est nommé chef du service de contrôle du conditionnement des produits agricoles du territoire.

ART. 2. — Le service de contrôle du conditionnement sera assuré par les agents de l'agriculture.

ART. 3. — A titre transitoire les agents du service de l'inspection des produits recrutés dans les conditions fixées par l'article 3 de l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934, sont engagés en qualité d'agents

auxiliaires avec les mêmes traitements et les mêmes avantages qu'ils perçoivent actuellement, et sont mis à la disposition de l'inspecteur de l'agriculture, chef du service de contrôle du conditionnement.

ART. 4. — Le financement des dépenses résultant du fonctionnement du nouveau service sera assuré au moyen de la perception, pour le compte du budget local, des taxes qui avaient été accordées au budget de la chambre de commerce par divers arrêtés du Commissaire de la République pour faire face aux dépenses du service de l'inspection des produits.

ART. 5. — Le service de l'inspection des produits sera supprimé à compter de la mise en vigueur du présent arrêté.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

#### **Bourses scolaires**

**ARRETE** N° 278 portant modification à l'arrêté n° 480 du 11 septembre 1939 réorganisant la concession des bourses accordées aux élèves continuant leurs études hors du territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté 480 du 11 septembre 1939 réorganisant la concession des bourses accordées aux élèves continuant leurs études hors du territoire;

Vu la circulaire ministérielle n° 634 en date du 18 avril 1940;

#### **ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'article 17 de l'arrêté du 11 septembre 1939 réorganisant la concession des bourses accordées aux élèves continuant leurs études hors du territoire est modifié comme suit :

Les bourses sont payées :

A) dans la métropole, mensuellement et d'avance par le service administratif colonial au moyen d'ordres de paiement émis par le directeur de ce service sur la provision constituée par le territoire, sous la seule obligation par les bénéficiaires de produire leurs certificats ou justifications de scolarité les 10 décembre, 10 mars et 10 avril de chaque année.

Les dits certificats ou justifications seront mis au soutien du dernier versement trimestriel.

« Le reste sans changement ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mai 1940.

L. MONTAGNÉ.

#### **Congés de convalescence des affectés spéciaux non fonctionnaires**

**CIRCULAIRE** N° 489 B. M. à messieurs les commandants de cercle.

Par analogie avec les dispositions prises par le Gouverneur général pour les colonies de l'A. O. F., la réglementation spéciale relatée ci-après concernant

les affectés spéciaux non fonctionnaires rentrant en congé de convalescence, est applicable au territoire. En voici les termes :

Les affectés spéciaux non fonctionnaires dont l'état de santé nécessitera le rapatriement, feront l'objet de la part de leur chef d'entreprise d'une demande écrite, en vue d'obtenir en faveur des intéressés, l'autorisation de quitter le territoire en congé de convalescence.

Cette demande devra :

1° — être *obligatoirement* accompagnée d'un certificat médical délivré par le médecin traitant exposant la nécessité pour l'affecté spécial malade ou fatigué par un trop long séjour colonial, d'être rapatrié en convalescence;

2° — mentionner la durée du séjour en cours et celle des séjours antérieurs;

3° — spécifier que les frais de voyage Colonie-France aller et retour, le traitement ou le salaire des intéressés ainsi que les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin restent entièrement à la charge de l'entreprise au titre de laquelle ils ont été classés en affectation spéciale.

Elle sera adressée au Gouverneur, Commissaire de la République sous le timbre du bureau militaire, chargé de présenter les affectés spéciaux devant le conseil de santé qui statuera sur l'opportunité et la durée de congé de convalescence qu'il y aura lieu d'accorder aux intéressés.

Sur avis conforme du conseil de santé, le Gouverneur pourra leur accorder, par décision, l'autorisation de quitter le territoire en congé de convalescence.

Vous voudrez bien aviser de ces dispositions nouvelles toutes personnes intéressées résidant dans votre circonscription.

Lomé, le 29 mai 1940.

Le Gouverneur des colonies,  
Commissaire de la République,  
L. MONTAGNÉ.

#### **Restrictions de la consommation du papier**

**TELEGRAMME-LETRE CIRCULAIRE** N° 850 à messieurs les chefs de bureau et de service.

Lomé, le 1<sup>er</sup> juin 1940.

A plusieurs reprises, à l'occasion des instructions que je vous donnais touchant les conditions dans lesquelles doit être établie la correspondance administrative, j'ai attiré votre attention sur la nécessité de limiter les dépenses de papier.

Les circonstances actuelles et les instructions reçues tout récemment du département, qui prescrivent d'édicter des mesures restrictives de la consommation du papier et du carton analogues à celles qui viennent d'être mises en vigueur dans la métropole, m'amènent à vous rappeler ma circulaire n° 1277 du 29 juin 1939 dont les dispositions semblent, d'une manière générale, avoir été perdues de vue.

Vous voudrez bien en reprendre l'examen et veiller personnellement à ce que votre personnel se conforme strictement aux prescriptions qui y sont contenues.

Il conviendra particulièrement que soit abandonnée, ainsi que je l'indiquais déjà dans ma circulaire n° 1277 du 29 juin 1939 la pratique qui consiste à présenter à ma signature les projets de décision ou d'arrêté appuyés d'un nombre très souvent exagéré d'ampliations destinées selon la formule employée aux « intéressés ».

La parution du Journal Officiel du Territoire sera hebdomadaire à compter du 8 juin. Les textes qui y sont insérés pourront être ainsi rapidement portés à la connaissance des commandants de cercle, des chefs de service et de bureau. Quant aux décisions ne figurant pas au journal officiel, notamment les décisions concernant le personnel, les intéressés en auront connaissance par leur commandant de cercle ou chef de service qui recevront ampliation aux fins de notification verbale.

*Le Gouverneur des colonies,  
Commissaire de la République,  
L. MONTAGNÉ.*

### Inspection des produits

**ARRETE N° 287 complétant l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et les textes subséquents l'ayant modifié, notamment l'arrêté n° 583 du 3 novembre 1934 concernant le cacao;

Vu la dépêche ministérielle n° 7194 en date du 9 mai 1940;

Vu l'avis émis par la chambre de commerce;

Vu l'arrêté n° 284 du 1<sup>er</sup> juin 1940 portant ouverture de la campagne intermédiaire du cacao;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — L'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 susvisé est complété comme suit :

« Art. 38 bis. — Les cacaos de la récolte intermédiaire doivent, en dehors des conditions prévues aux alinéas a, b, c et e de l'article 38, répondre aux spécifications suivantes :

1<sup>o</sup> — Ne pas contenir à l'achat plus de 6% de fèves moisies ou mitées dont 3% maximum moisies;

2<sup>o</sup> — Ne pas contenir plus de 10% de fèves ardoisées;

3<sup>o</sup> — Le cacao devra peser au minimum 100 grammes pour 100 fèves.

Tous les lots offerts au commerce et ne répondant pas à ces spécifications devront être saisis et détruits, de manière à éviter qu'ils ne soient conservés par les propriétaires pour mélanges ultérieurs ».

**ART. 2.** — Le présent arrêté, qui entrera en vigueur le 15 juin 1940, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 juin 1940.

L. MONTAGNÉ.

## ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### PERSONNEL EUROPEEN

##### Affectations

Par décisions des :

24 mai 1940. — Sont et demeurent rapportées les dispositions de la décision n° 50 du 4 février 1940 portant affectation de M. Horard, chef ouvrier d'art

H. C. des travaux publics, à l'école professionnelle de Sokodé.

M. Stoll, chef ouvrier d'art de 3<sup>e</sup> classe des travaux publics, est maintenu dans les attributions qui lui ont été dévolues par décision n° 30 du 26 janvier 1940.

25 mai 1940. — Le médecin capitaine Orly, du corps de santé des troupes coloniales, est nommé médecin chef de la subdivision sanitaire d'Atakpamé, en remplacement du médecin lieutenant Chippaux, rapatriable.

Il remplira en outre les fonctions d'observateur météorologique de la station de premier ordre d'Atakpamé.

26 mai 1940. — M. Nativel, administrateur de 2<sup>e</sup> cl. des colonies, chef de la subdivision de Mango, est nommé commandant du cercle du Nord, en remplacement de M. Roussel, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, en instance de départ en congé de convalescence.

M. Barbero, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, chef de la subdivision de Sokodé, est nommé chef de la subdivision de Mango, en remplacement de M. Nativel, administrateur de 2<sup>e</sup> classe des colonies, appelé à d'autres fonctions.

M. Lacan, médecin lieutenant du corps de santé des troupes coloniales, chef de la subdivision sanitaire de Sokodé, est nommé, cumulativement avec ses fonctions, chef de la subdivision administrative de Sokodé, en remplacement de M. Barbero, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, appelé à d'autres fonctions.

L'exercice des pouvoirs disciplinaires lui est en outre conféré.

La présente décision aura son effet pour compter du 5 juin 1940.

## PERSONNEL INDIGENE

### Retraite

Par arrêté n° 285 du :

1<sup>er</sup> juin 1940. — M. Folly Pancréasus, mécanicien-conducteur de 3<sup>e</sup> classe, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une allocation de retraite proportionnelle pour compter du 27 janvier 1940.

## DIVERS

### Campagne de cacao

Par arrêté n° 284 du :

1<sup>er</sup> juin 1940. — La date d'ouverture de la campagne intermédiaire d'achat de cacao est fixée au 15 juin 1940.

### Chef de canton

Par arrêté n° 269 du :

26 mai 1940. — Le 2<sup>e</sup> paragraphe de l'arrêté n° 59 du 26 janvier 1938, portant nomination de M. Kalipé Paul aux fonctions de chef de canton de Vogan, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Il aura droit en cette qualité à une solde annuelle de douze mille francs (12.000 francs) payable par trimestre ».

### C. F. T.

### Conseil économique

Par arrêté n° 272 du :

28 mai 1940. — M. Foursaud, administrateur des colonies, chef de cabinet du Commissaire de la



République, est nommé secrétaire général « ad hoc » pour remplir les fonctions de président du comité de réseau des chemins de fer du Togo.

Par décision n° 311 du :

28 mai 1940. — Sont désignés comme membres du conseil économique du réseau des chemins de fer du Togo :

Le trésorier-payeur du Togo;  
Le chef du Service des Douanes;  
Le président de la Chambre de Commerce;  
L'agent de la Compagnie des Chargeurs Réunis;  
M.M. Trosselly, agent de la Société Commerciale de l'Ouest Africain;  
Curtat, agent de la Société Générale du Golfe de Guinée;  
Sylvanus Olympio, agent de la United Africa & Company Ltd;  
Tamakloe Théophile, président du Conseil des Notables de Lomé;  
de Souza Félicio, membre du Conseil des Notables de Lomé;  
Sanvee Josias, membre du Conseil des Notables de Lomé.

Est et demeure rapportée la décision n° 14 du 8 janvier 1940.

#### Enseignement

##### Concours

Par décision n° 297 du :

25 mai 1940. — La commission chargée de la surveillance des épreuves du concours d'admission à l'Ecole William Ponty est composée ainsi qu'il suit :

M. Siro, inspecteur de l'enseignement *Président*  
Mme. Siro, institutrice principale hors classe du Togo,  
M.M. Pallarès, instituteur principal de 2<sup>e</sup> classe du Togo,  
de Guise, adjoint des services civils,  
Kponton Sylvestre, inspecteur-adjoint de police stagiaire. *Membres*

Elle se réunira les lundi 10 et mardi 11 juin 1940 dans les locaux de l'école ménagère de Lomé, à 7 h. 15.

Par décision n° 298 du :

25 mai 1940. — La commission chargée de la surveillance des épreuves du concours d'admission à l'école normale rurale de Katibougou est composée ainsi qu'il suit :

M. Siro, inspecteur de l'enseignement *Président*  
Mme. Siro, institutrice principale hors classe du Togo,  
M.M. Pallarès, instituteur principal de 2<sup>e</sup> classe du Togo, *Membres*

M.M. de Guise, adjoint des services civils }  
Kponton Sylvestre, inspecteur-adjoint de police stagiaire. } *Membres*

Elle se réunira les lundi 10 et mardi 11 juin 1940 dans les locaux de l'école ménagère de Lomé, à 7 h. 15.

Par décision n° 299 du :

25 mai 1940. — La commission chargée de la surveillance des épreuves du concours d'admission à l'école de médecine de Dakar (section sages-femmes) est composée ainsi qu'il suit :

M. Siro, inspecteur de l'enseignement *Président*  
M.M. de Guise, adjoint des services civils, }  
Kponton Sylvestre, inspecteur-adjoint de police stagiaire. } *Membres*

Elle se réunira les vendredi 21 et samedi 22 juin 1940 dans les locaux de l'école ménagère de Lomé, à 7 h. 15.

#### Journée Nationale de la Croix-Rouge Française

Par décision n° 317 du :

30 mai 1940. — Une subvention de 6.500 francs (six mille cinq cents francs) est accordée à l'Union des Femmes de France (Croix-Rouge Française) pour la participation du Territoire à la tombola organisée à l'occasion de la journée nationale du 16 juin 1940 de la Croix-Rouge Française.

#### Libération conditionnelle — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 268 du :

25 mai 1940. — Le nommé François Folikoé, né à Zalivé — Glidji — (cercle d'Anécho) vers 1918, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle d'Anécho jusqu'au 5 juin 1942, durée fixée par le jugement du 12 février 1940 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé.

Par arrêté n° 270 du :

26 mai 1940. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Gligli Issa, né vers 1899 à Agbétiko (cercle d'Anécho) condamné par jugement n° 1 du 3 janvier 1940 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé, à 6 mois de prison et à la restitution de 85 francs de dommages, pour escroquerie.

#### Rôles

Par arrêté n° 282 du :

31 mai 1940. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme de trente neuf mille cent soixante dix francs soixante quinze centimes :

N°s DES RÔLES	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>Rôles supplémentaires, exercice 1939</i>		
354	Lomé C. M.	Impôt personnel et taxe additionnelle . . . . . 309,— Rachat des prestations . . . . . 40,— Centimes additionnels . . . . . 11,05	360,50	
355	—	Impôt personnel sur indigène. catég. sup. 9.805,— Rachat des prestations . . . . . 2.285,— Centimes additionnels . . . . . 490,25	12.580,25	
		<i>à reporter . . . . .</i>	12.940,75	—

N° DES RÔLES	AGENCE	MATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report</i> . . . . .	12.940,75	—
356	Lomé C. M.	Rachat des prestations indigènes . . . . .	80,—	
357	—	Patentes . . . . . 1.800,—		
		Centimes additionnels . . . . . 90,—	1.890,—	14.910,75
358	Atakpamé	Taxe sur les chiens . . . . .	180,—	
359	—	Rachat des prestations indigènes . . . . .	14,—	194,—
360	Sokodé	Impôt personnel indigène hors catégories 230,—		
		Rachat des prestations . . . . . 40,—	270,—	
361	—	Patentes . . . . .	25,—	
362	—	Taxe sur les chiens . . . . .	60,—	355,—
363	Klouto	Patentes . . . . .	1.900,—	1.900,—
364	Mango	Taxe sur les chiens . . . . .	15,—	15,—
		Total . . . . .		17.374,75
		<i>Rôles supplémentaires, exercice 1940</i>		
117	Palimé	Rachat des prestations indigènes . . . . .	2.098,—	
118	—	Impôt personnel indigène catégorie sup. 1.535,—		
		Rachat des prestations . . . . . 370,—	1.905,—	
119	—	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	160,—	
120	—	Patentes . . . . .	5.670,—	
121	—	Licences . . . . .	1.000,—	
122	—	Taxe sur véhicules . . . . .	300,—	
123	—	Taxe sur armes de traites . . . . .	1.056,—	12.189,—
124	Mango	Impôt personnel et taxe additionnelle 743,50		
		Taxe sur arme perfectionnée . . . . . 20,—	763,50	
125	—	Impôt sur la population flottante . . . . .	30,—	793,50
126	Lomé (C. M.)	Impôt personnel et taxe additionnelle 8.132,50		
		Rachat des prestations . . . . . 520,—		
		Centimes additionnels . . . . . 161,—	8.813,50	8.813,50
		Total . . . . .		21.796,—
		Report de l'exercice 1939 . . . . .		17.374,75
		Total général . . . . .		39.170,75

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 15 mai 1940.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications

SOCIÉTÉ AFRICAINE FINANCIÈRE ET AGRICOLE

**S. O. C. A. F. A.**

**Société Anonyme**

### CONVOCACTION D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

M. M. les actionnaires de la Société Africaine Financière et Agricole (S. O. C. A. F. A.), Société anonyme, au capital de trois millions de francs, dont le siège est, à Atakpamé (Togo), sont convoqués en Assemblée Ordinaire annuelle, au siège social, à Atakpamé, le Jeudi onze Juillet mil neuf cent quarante, à seize heures, avec l'ordre du jour suivant :

- I. — Approbation des comptes de l'exercice 1939;
- II. — Nomination des Commissaires aux comptes;
- III. — Autorisation à donner aux administrateurs, conformément à l'article 40 de la loi du 24 Juillet 1867

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

### AVIS

Avis est donné, conformément aux dispositions de l'article 99 du Décret du 24 Juillet 1906, organisant le régime de la Propriété Foncière, de la perte de la copie du Titre Foncier numéro CENT HUIT du Livre Foncier du Cercle de LOMÉ, appartenant aux héritiers de feu Timothy Agbétsiafa ANTHONY.

*Pour deuxième insertion.*

Etude de Maître Germain CRESPIN, Avocat-défenseur à Cotonou

### AVIS

La société John Walkden et Cie. Limited déclare avoir égaré le certificat d'inscription de l'hypothèque prise à son profit le 15 décembre 1932 sur le titre foncier N° 85, Vo 1, Fo 85 du Togo.

Pour avis et pour deuxième insertion, conformément à l'article 124 du décret du 26 Juillet 1932.

*L'avocat-défenseur soussigné :*  
Germain CRESPIN.